

[Texte]

So I rather suspect we are going to get from the processing association somewhat the same message: security of their supply, as Mr. Billard is expressing in respect of the security of the market for the people whom he represents.

I would like to ask the witnesses: Assuming this bill is to be passed, no matter what you or I may think of it, do you have any suggestion for amendments in detail or in principle which you think might give your people the protection you think they need? You have made recommendations—I understand that—in your representation to us, and I wondered if you had gone any further to propose specific amendments to ensure security for those whom you represent? Or would you like to submit them at a later date since you have had short notice and have done this much work so far? If so, how much time would you need?

Mr. Billard: I was a boy scout; I am always prepared.

Mr. McCain: All right, you are ready now.

Mr. Billard: It is not our job to propose amendments in fact because we are not parliamentarians. However, we would like to recommend that some changes be considered, including the making of these new companies far more responsible not only to you people as our elected representatives but to the majority of the participants in the fishing industry who are going to feel the effects of this restructuring bill not only directly but certainly indirectly.

It is funny: The minister has taken great pains to indicate that this will not be a Crown corporation. In fact, sometimes we wish it were because then it would be subject to scrutiny, audit, control, and it would have to report and ensure that it was run on a businesslike profit motive.

Now, we are not asking for a Crown corporation. We are not asking for government control of the industry either. But certainly, if we are going to have the kind of government-controlled corporations that we see coming at us, we would like to recommend to you, our elected representatives, that at least the Auditor General be given the annual opportunity to get in and see the books; that at least the companies report on a regular basis to forums like this one; that at least there be an ongoing consultation with, as I say, the majority of the fishing industry like the private entrepreneurs, the boat owners and the plant owners. We would like to have ensured, written in stone, that any entrepreneur who feels adversely affected by the operations of such a corporation be given the right to a public hearing. I do not mean a formal session with lawyers and testimony and recorded minutes, but, for Heaven's sake, at least an opportunity to present his case to the people who are responsible for the operation of that corporation.

[Traduction]

Donc, j'ai l'impression que cette association de transformation va essayer de nous faire parvenir le même message, à savoir l'importance de la sécurité de l'approvisionnement, ce qui nous ramène aux propos de M. Billard, qui parlait de la nécessité de garantir la sécurité du marché au profit de ceux qui le représentent.

Je voudrais poser une autre question aux témoins: si ce projet de loi était adopté, quelle que soit votre position là-dessus, avez-vous des amendements détaillés à nous proposer ou y a-t-il des principes qui, selon vous, devraient être incorporés dans ce projet de loi pour offrir la protection voulue à vos membres? Vous avez fait un certain nombre de recommandations, d'après ce que l'on m'a dit, dans votre exposé, et je me demandais si vous aviez proposé des amendements spécifiques en vue de garantir que ceux que vous représentez sont protégés? Ou préférez-vous nous les soumettre plus tard, étant donné que vous n'avez pas eu beaucoup de temps pour vous préparer? Dans l'affirmative, combien de temps faudra-t-il pour les préparer?

M. Billard: J'ai été scout; je suis toujours prêt.

M. McCain: D'accord; alors, vous êtes déjà prêt.

M. Billard: Il me semble qu'il ne nous appartient nullement de proposer des amendements, étant donné que nous ne sommes pas des parlementaires. Toutefois, nous aimerions recommander que certains changements soient apportés au projet de loi; surtout, nous tenons à ce que l'on impose à ces nouvelles compagnies davantage de responsabilités, non seulement envers vous, qui êtes des représentants élus, mais envers la majorité des participants au secteur des pêches, qui vont ressentir à la fois directement et indirectement les effets de cette restructuration.

C'est drôle: le ministre a insisté sur le fait qu'il ne s'agira pas d'une société de la Couronne. En fait, nous préférierions parfois qu'elle le soit puisqu'à ce moment-là, elle ferait l'objet de surveillance, de vérification et de contrôle et elle serait responsable devant les instances gouvernementales, lesquelles pourraient s'assurer qu'elle fonctionnait selon le principe de toutes les sociétés, c'est-à-dire pour réaliser un bénéfice.

Mais nous ne demandons pas l'établissement d'une société de la Couronne. Nous ne demandons pas non plus que le gouvernement se charge de contrôler ce secteur. Mais il n'y a pas de doute que si nous devons nous faire imposer ce genre de sociétés dirigées par le gouvernement, nous aimerions recommander à nos représentants élus qu'au moins le vérificateur général ait l'occasion, une fois par an, de vérifier les livres; que ces compagnies soient tenues de faire régulièrement le bilan de leur situation devant des tribunes comme celle-ci, qu'il y ait une consultation permanente avec la majorité des représentants du secteur des pêches, par exemple les entrepreneurs privés ainsi que les propriétaires de bateaux et d'usines. Nous aimerions que l'on nous garantisse, par une disposition expresse dans le projet de loi, que tout entrepreneur qui se sent lésé par les opérations d'une telle société ait droit à une audience publique. Je ne parle pas d'une séance formelle avec avocats, témoignages et procès-verbal enregistré, mais que l'intéressé ait au moins l'occasion de se faire entendre par les